



Montreuil, le 26 septembre 2012

Communiqué de la CGT Finances Publiques sur l'actualité gouvernementale

La récession s'installe pour durer

L'activité économique se dégrade rapidement à peu près partout en Europe. Et plus vite que prévu. Une certitude, les budgets d'austérité imposés par l'Union Européenne dégradent les finances publiques des États, à la même vitesse que la contraction de leurs économies, avec les pertes massives d'emplois industriels notamment en France.

Le projet de loi de finances pour 2013 dévoile ses hausses d'impôt parfois ciblées et les coupes dans les budgets des administrations publiques et les suppressions d'emplois publics en particulier à la DGFIP.

Pourtant le pire est à venir. Le projet de loi de finances a été monté avec un objectif de croissance de 0,8% qu'aucun conjoncturiste ne relaie. C'est une stagnation dans le meilleur des cas qui est à craindre. En toute hypothèse, la loi de finances rectificative pour 2012 comportera de nouvelles mesures fiscales ; et tout indique que *le choc de compétitivité* réclamé par le patronat et dont le rapport de Louis Gallois se fera l'écho début octobre (TVA sociale, CSG sociale ou environnementale, mix d'impôts indirects...) risque d'être la pierre angulaire de lois de finances rectificatives dès le début 2013.

A cet égard, la CGT Finances Publiques réaffirme certaines de ses priorités: une plus grande progressivité de l'impôt sur le revenu, une taxation égale du travail et du capital, un impôt sur les sociétés rééquilibré, une diminution de la fiscalité indirecte pesant sur les ménages les plus modestes, sans omettre la taxation spécifique des revenus spéculatifs et le renforcement de la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales.

Le 9 octobre c'est la journée de mobilisation pour le soutien à l'emploi et à l'industrie. La CGT n'a cessé depuis les États généraux de l'industrie en 2010, de rappeler l'urgence de l'investissement productif massif dans les activités industrielles. C'est aussi le sens du pôle financier public proposé par la CGT dont la création à venir d'une banque publique d'investissement (BPI) n'est qu'un pâle reflet.

Il va falloir rapidement rectifier le tir, c'est ce à quoi la CGT Finances Publiques s'emploiera !